

jusqu'ici. Ne pourrait-il pas opérer cette modification graduellement, afin que les employés en cause n'aient pas à vivre tout un mois sur le salaire de quinze jours?

**L'hon. R. O. Campney (ministre associé de la Défense nationale):** Je n'étais pas au courant de la situation que vient de signaler le député. Je vais me renseigner.

### IMMIGRATION

#### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DE L'EXPULSION DE MME JESSIE WILSON

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Carl O. Nickle (Calgary-Sud):** J'aimerais poser une question au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, au sujet d'une nouvelle parue dans le *Herald* de Calgary du 10 février, et dont j'ai donné copie au ministre. Il s'agit de cette Australienne, M<sup>me</sup> Jessie Wilson, mère d'un ex-aviateur de l'Aviation australienne qui habite maintenant à Calgary...

**Des voix:** Posez votre question.

**M. Nickle:** J'aimerais d'abord donner quelques brèves explications.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. L'honorable député doit poser sa question.

**M. Nickle:** Je pose alors ma question. On a ordonné à cette femme de quitter le Canada après qu'elle n'y eût séjourné que 24 heures, bien que les autorités médicales de Vancouver l'eussent examinée...

**Des voix:** Règlement.

**M. Nickle:** ... et eussent déclaré qu'un foyer de tuberculose enrayée ne constituait pas un motif d'expulsion. Ma question est la suivante: Pour quelle raison a-t-elle été expulsée et le ministre se propose-t-il d'étudier son cas à nouveau afin d'éviter qu'une grave injustice soit commise à l'égard de cette femme?

**L'hon. W. E. Harris (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration):** L'honorable représentant de Calgary-Sud a eu la bonté de me téléphoner à mon bureau quelques minutes avant mon arrivée à la Chambre; aussi ai-je eu l'occasion d'obtenir un bref rapport de mon ministère et celle de lire la coupure de journal qu'il m'a envoyée.

Voici les faits: Dans cette affaire, la mère est bien arrivée à Vancouver et elle a été expulsée à cause de son état que l'on avait décrit de diverses façons, parlant tantôt de tuberculose enrayée ou au moyen de nombreux termes médicaux analogues. Cepen-

[M. Knowles.]

nant, les faits réels qui ne paraissent pas dans la nouvelle du journal dont j'ai donné lecture sont les suivants: Cette dame a demandé à immigrer au Canada d'Australie. Elle a subi un examen là-bas et elle n'a pas été acceptée à cause de son état de santé. On lui a dit qu'elle devrait renoncer à son projet d'immigration au Canada. Cela ne l'a pas empêchée d'arriver par bateau à Vancouver sans autre avis et elle a justement été refusée.

Toutefois, vu que son fils marié demeure au Canada je demanderai une enquête avec l'espoir de découvrir une occasion de la faire examiner à nouveau en Australie après un intervalle approprié afin de savoir si son état se serait amélioré au point de la rendre peut-être admissible.

### L'EMBAUCHE

#### INTERPELLATION QUANT AU NOMBRE DE CHÔMEURS LE 10 JANVIER DERNIER

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. W. M. Hamilton (Notre-Dame-de-Grâce):** Le ministre du Travail pourrait-il nous indiquer les données officielles relatives au nombre des chômeurs au Canada, à la date du 10 janvier dernier.

**L'hon. Milton F. Gregg (ministre du Travail):** Pas aujourd'hui. Je crois que les données officielles seront publiées d'ici peu.

**M. Hamilton:** J'ai une question complémentaire à poser. Pour quelles raisons les données du Gouvernement diffèrent-elles des chiffres estimatifs identiques établis récemment par deux syndicats ouvriers?

**L'hon. M. Gregg:** Je rappellerai au député l'explication que j'ai tâché de donner dans une récente déclaration. Si elle est incomplète, peut-être aurons-nous l'occasion de débattre la question plus tard.

### LE DROIT PÉNAL

#### RÉVISION ET MODIFICATION DES STATUTS ACTUELS

La Chambre, formée en comité sous la présidence de M. Robinson (Simcoe-Est), reprend l'examen, interrompu le mardi 19 janvier, du bill n° 7 concernant le droit pénal, présenté par l'honorable M. Garson.

Sur l'article 120—*Méfait public*.

**M. le président:** Lors de la suspension de sa dernière séance, le comité était à examiner l'article 120. L'article est-il adopté?

**Des voix:** Adopté!